

# Les enjeux politiques de la transition économique

par Jacques Rupnik

Huit ans après la chute du Mur un constat s'impose : il n'y a plus d'Europe de l'Est. Sur les débris de l'ancien monde soviétique, une nouvelle géographie économique et politique est en gestation : la Russie gère la désagrégation de son Empire, la question nationale est de retour dans les Balkans, les pays d'Europe centrale semblent les mieux placés pour consolider leur transition démocratique par la perspective de l'intégration européenne. On peut donc distinguer, sinon des « modèles » de sortie du communisme, du moins trois types de situation fort différents, chacun posant de manière spécifique le rapport de l'économie et du politique.

**LA RUSSIE EST TOUJOURS A LA RECHERCHE DE SON IDENTITE POST-IMPERIALE.** Eltsine (comme Lénine) a su utiliser l'éclatement de l'Empire pour conquérir le pouvoir. Trois éléments semblent aujourd'hui caractériser la situation : **a)** La priorité donnée aux changements économiques internes sur les grandes ambitions externes. Même l'« étranger proche », la CEI, semble devenir une préoccupation secondaire (comme le montre l'encombrant et potentiellement coûteux retour au bercail de la Biélorussie sous l'égide d'un dictateur peu fréquentable, même pour les plus pragmatiques à Moscou) par rapport à la recherche d'un nouvel équilibre entre Moscou et les forces centrifuges en Russie proprement dite. **b)** Les deux forces politiques qui, il y a moins de deux ans, semblaient jouer avec succès sur la nostalgie impériale, les communistes de Jouganov et les ultra-nationalistes de Jirinovski, sont aujourd'hui en perte de vitesse. **c)** Derrière la « monarchie présidentielle » qu'incarne Eltsine, on assiste à la plus formidable réallocation de ressources dans l'histoire de la Russie avec l'appropriation, par un processus de privatisation peu transparent, de pans entiers de l'économie par une élite où l'ancienne nomenklatura côtoie les nouvelles mafias. L'imbrication étroite entre le pouvoir politique, les lobbies industriels et le nouveau secteur bancaire est, plus que jamais, une des clés de « l'invention du capitalisme » en Russie.

**LES PAYS D'EUROPE CENTRALE** (ceux du groupe de Visegrad auxquels il convient d'ajouter la Slovénie et les pays baltes) **AFFICHENT UN BILAN « GLOBALEMENT POSITIF » DE LA TRANSITION ECONOMIQUE ET POLITIQUE**, même si d'importantes différences apparaissent d'un pays à l'autre. D'abord le système parlementaire et l'alternance politique ont fait leurs preuves. Le passage accéléré à l'économie de marché mis en place par une droite libérale ou conservatrice fut paradoxalement parachevé par le retour des ex-communistes reconvertis dans la social-démocratie (Pologne, Hongrie, Lituanie). La stabilité politique de la région, le rythme soutenu des réformes et l'ancrage occidental de leur politique étrangère (UE, OTAN) expliquent que la Hongrie, la Pologne et la République tchèque bénéficient de 80% des investissements dans l'Europe du Centre-Est.

Plusieurs variantes sont apparues néanmoins dans l'expression des enjeux politiques du changement économique et social. Tant en Pologne (1993) qu'en Hongrie (1994), le retour des ex-communistes tenait moins de la nostalgie de l'ancien régime que du souci d'un rééquilibrage social après la « thérapie de choc ». Or les socialistes n'ont fait que poursuivre les politiques libérales, avec pour résultat la victoire, aux élections de septembre 1997 en Pologne, d'une coalition autour du syndicat Solidarité, dont le programme n'est pas dépourvu de touches étatistes et protectionnistes. Celles-ci, en réalité, ont peu de chances d'être appliquées puisque

le partenaire libéral de Solidarité au gouvernement, l'Union pour la liberté, a obtenu la nomination au poste de ministre de l'Economie et des Finances de Leszek Balcerowicz, l'homme par qui la thérapie de choc était arrivée en 1990. Les élections polonaises ont bien révélé l'affrontement entre deux courants antagonistes, deux cultures politiques. Mais, comme en 1993, l'alternance politique semble confirmer le triomphe de la « pensée unique » en matière économique.

Si la Pologne poursuit une orientation libérale avec les socialistes comme avec Solidarité, la République tchèque connaît une pratique social-démocrate sous l'égide d'un Premier ministre ultra-libéral. Derrière le discours autosatisfait de Vaclav Klaus, qui ne manquait pas une occasion d'invoquer une « exception tchèque » (le seul pays à n'avoir pas entravé sa marche vers l'économie de marché par le retour des ex-communistes), on découvre en effet le chômage anormalement bas (3,5%), une loi sur les faillites rarement appliquée aux grandes entreprises tenues à bout de bras par des banques contrôlées par l'Etat, des prix du logement et des transports subventionnés. Un climat de fin de règne s'est installé à Prague depuis un an sur fond de scandales financiers, de démissions ministérielles en chaîne (tous les postes-clé : Industrie, Finances, Intérieur, Affaires étrangères), sans oublier l'autocritique télévisée de M. Klaus...

Alors que l'image de l'élève-modèle tchèque de la transition sort passablement écornée de ce retournement de conjoncture, la Slovaquie fournit un autre paradoxe : son économie résiste beaucoup mieux que ne l'avaient prévu la plupart des experts aux conséquences du divorce tchéco-slovaque, tandis que son évolution politique la met complètement en porte-à-faux par rapport à ses voisins. Un Premier ministre qui exige périodiquement la démission du Président, des violations de la Constitution, les recommandations de l'Union européenne comparées à un diktat de Hitler, un référendum sur l'OTAN saboté par le pouvoir, enfin la déclaration de Meciar, en septembre 1997, selon laquelle si les Hongrois de Slovaquie n'étaient pas satisfaits de leur sort on pouvait toujours envisager des déplacements de population : la dérive autoritaire et nationaliste du régime a rapproché la Slovaquie de certains pays des Balkans et l'a éloignée d'autant de l'élargissement de l'OTAN et de l'UE.

**LA SITUATION DANS LES BALKANS RESTE MARQUEE PAR UNE TRANSITION « DERAILLEE » PAR LE POIDS DE LA QUESTION NATIONALE ET DU SOUS-DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE.** L'instabilité régionale concerne d'abord : **a)** L'ex-Yougoslavie avec ses deux abcès de fixation (Bosnie et rapport serbo-croate ; Kosovo-Macédoine et question albanaise). **b)** L'Albanie, qui connut au début 1997 un effondrement de l'Etat et du régime Berisha chassé par les ex-communistes de Fatos Nano dans un contexte de guerre civile. **c)** La Bulgarie, où les manifestations de rue du début de l'année ont contraint à la démission un gouvernement ex-communiste sur fond de désastre économique et de corruption.

On note cependant, depuis un an, deux développements encourageants concernant la Roumanie et la Bulgarie. Les deux pays viennent de connaître l'alternance (une coalition de centre-droit succède aux ex-communistes en Roumanie en décembre 1996 ; en Bulgarie en avril 1997). Les deux Premiers ministres, Ciorbea en Roumanie et Kostov en Bulgarie, ont conscience qu'il s'agit d'une tentative de la dernière chance (« Nous avons perdu sept ans ») et s'efforcent d'entreprendre, dans des conditions difficiles, des réformes économiques courageuses pour recoller au premier train de l'élargissement de l'UE.

Un triple constat s'impose en conclusion : Le coût de la non-réforme ou de la pseudo-réforme s'avère beaucoup plus élevé économiquement, mais aussi politiquement que le coût de la

réforme. Le contraste Europe centrale/Balkans n'est pas figé puisque l'on observe une « balkanisation » de la politique slovaque et une volonté, tardive mais réelle, de changement en Roumanie et en Bulgarie. Enfin les progrès de la transition économique et politique sont déterminants pour la perspective d'intégration européenne : on peut critiquer politiquement le choix prudent de la Commission européenne de n'ouvrir les négociations sur l'élargissement qu'avec cinq pays d'Europe centrale, mais pas le diagnostic établi sur les changements accomplis.